

# SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



## Pauvreté au Sénégal : Au-delà du monétaire

### RÉSUMÉ

La pauvreté au Sénégal ne se limite pas aux revenus. En ajoutant la dimension de pauvreté en temps, il apparaît que de nombreux ménages et individus subissent des contraintes temporelles sévères, qui les empêchent de participer pleinement au marché du travail et d'accéder à des activités essentielles à leur bien-être. En utilisant le modèle du Levy Institute Measure of Time and Consumption Poverty (LIMTCP), cette étude démontre que 49,7 % des ménages sénégalais souffrent de déficits en temps, un taux qui augmente dans les zones rurales (51,4 %). Ce phénomène est accentué chez les ménages avec des enfants, atteignant 57,9 % dans les familles de trois enfants ou plus. Ce Policy Brief recommande des politiques pour allier la réduction de la pauvreté en revenus et en temps, en promouvant des infrastructures de services de garde, des politiques de réduction du travail domestique, et une meilleure allocation des ressources en faveur de l'équité entre genres.

### POINTS SAILLANTS

- Les femmes consacrent en moyenne plus de 5 heures par jour aux tâches domestiques, contre seulement 1,9 heure pour les hommes, une inégalité qui aggrave leur pauvreté en temps et réduit leurs opportunités économiques.
- Près de 50 % des ménages sénégalais sont affectés par la pauvreté en temps, un phénomène qui limite leur capacité à générer des revenus et freine la participation des femmes au marché du travail.
- Dans les ménages ayant trois enfants ou plus, 57,9 % des foyers souffrent de pauvreté en temps, une situation qui affecte gravement les mères et limite l'accès des enfants aux ressources éducatives.
- Le manque d'infrastructures en milieu rural fait grimper la pauvreté en temps à 51,4 %, comparé à 48,2 % en milieu urbain, montrant un besoin urgent de services de garde et d'infrastructures locales.
- Subventionner les services de garde, renforcer les infrastructures de soutien en milieu rural, encourager une répartition équitable des tâches domestiques et soutenir les micro-entreprises locales pour alléger les contraintes temporelles des familles.

## INTRODUCTION

Au Sénégal, les estimations récentes révèlent que 38 % de la population vit sous le seuil de pauvreté monétaire, une situation aggravée par des facteurs structurels comme la croissance démographique rapide et les disparités d'accès aux services de base. Cependant, cette analyse omet souvent l'impact des contraintes de temps. Les femmes, en particulier, supportent une charge de travail disproportionnée due aux responsabilités domestiques et aux normes culturelles, ce qui limite leur insertion sur le marché du travail.

Les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM, 2019) et de l'Enquête Nationale sur l'Emploi du Temps au Sénégal (ENETS, 2021) révèlent qu'en moyenne, les femmes sénégalaises consacrent plus de 5 heures par jour aux activités non rémunérées, contre 1,9 heure pour les hommes. Cette étude examine comment la prise en compte de la pauvreté en temps modifie l'analyse de la pauvreté et propose des recommandations politiques intégrant cette nouvelle dimension.



## MÉTHODOLOGIE

### **Collecte des données et échantillon**

Les données proviennent des enquêtes EHCVM et ENETS. La première est une enquête représentative à l'échelle nationale qui couvre plus de 7176 ménages, tandis que l'ENETS de 2021 recense environ 3969 ménages, offrant une base solide pour mesurer l'impact des contraintes temporelles et des inégalités entre genres.

### **Approche d'analyse**

La méthodologie du LIMTCP prend en compte non seulement les revenus, mais aussi le

temps requis pour maintenir un niveau de vie décent. Cette approche inclut des calculs basés sur le temps hebdomadaire nécessaire pour les soins personnels (environ 84,1 heures en milieu urbain contre 83,3 heures en milieu rural) et pour les activités de production domestique non rémunérées, qui augmentent considérablement dans les ménages ayant trois enfants ou plus.

# RÉSULTATS PRINCIPAUX

## Pauvreté monétaire vs pauvreté en temps

L'étude révèle que si 38% de la population sénégalaise est touchée par la pauvreté monétaire, ce chiffre augmente significativement à 49,7% lorsqu'on y intègre la dimension temporelle. En zones rurales, la pauvreté monétaire atteint 55,6%, mais grimpe à 77,08 % lorsqu'on prend en compte le temps nécessaire pour les tâches domestiques et les soins familiaux.

## Inégalités de genre et fardeau des soins non rémunérés

Les résultats montrent que les femmes consacrent en moyenne plus de 5 heures par jour aux tâches domestiques non rémunérées, contre seulement 1,9 heure pour les hommes. Ce déséquilibre entraîne une pauvreté en temps plus marquée chez les femmes, limitant leur accès aux opportunités d'emploi et de formation. Ainsi, 59,5% des femmes sont en situation de pauvreté en temps, un taux nettement supérieur à celui des hommes.

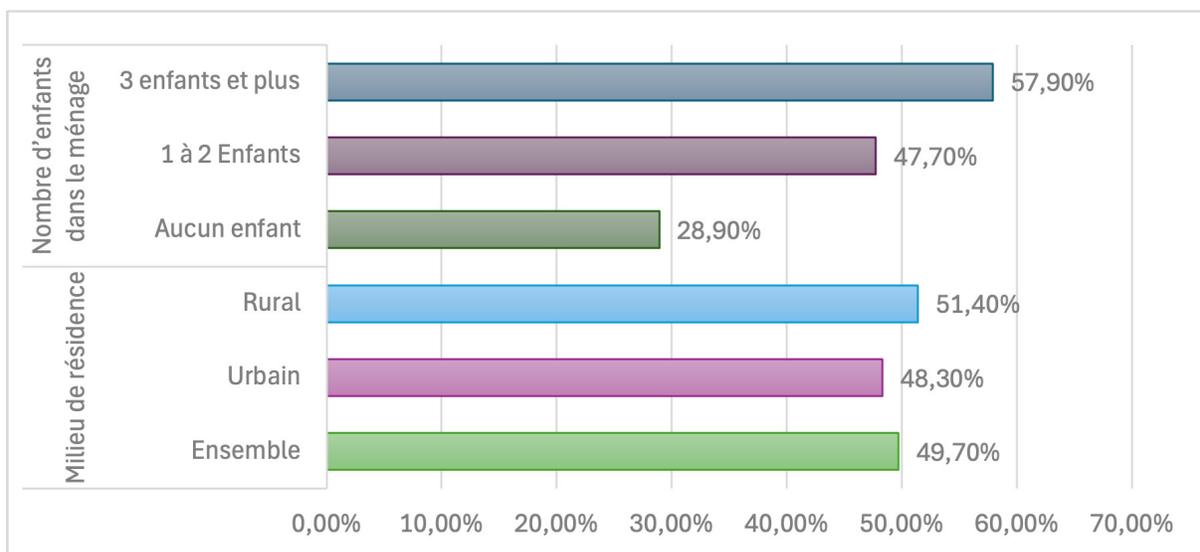
## Impact de la pauvreté en temps sur les familles avec enfants

Les ménages ayant trois enfants ou plus sont particulièrement vulnérables, avec un taux de pauvreté en temps de 57,9%, contre 42,3% pour les ménages sans enfants. Le temps consacré aux soins et à l'éducation des enfants réduit la possibilité pour les femmes d'accéder à un emploi rémunéré, renforçant ainsi leur dépendance économique et limitant les opportunités d'amélioration des conditions de vie.

## Disparités régionales et contraintes structurelles

La pauvreté en temps varie selon les régions. Les zones rurales, où les infrastructures de garde et de soutien sont limitées, enregistrent des taux de pauvreté en temps plus élevés, atteignant 51,4%. En comparaison, les zones urbaines, mieux pourvues en services, affichent un taux légèrement inférieur mais tout de même préoccupant, à 48,2%.

### Incidence de la pauvreté en temps des ménages selon le milieu de résidence et le nombre d'enfants



Sources : Calcul des auteurs à partir des données des enquêtes EHCVM(2018-2019) et ENETS(2021).

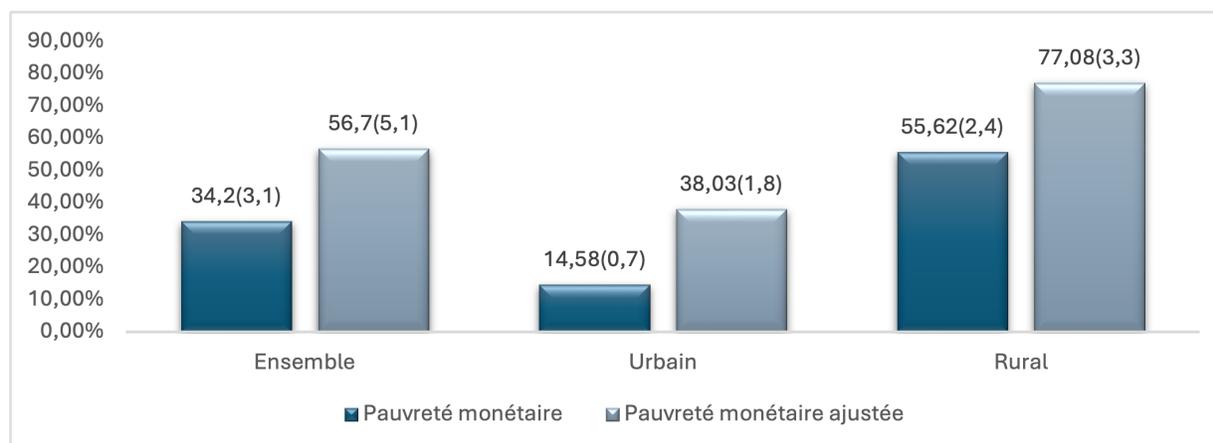
# RÉSULTATS PRINCIPAUX

## Incidence de la pauvreté en temps des individus selon le milieu, le sexe, le statut de travail, le nombre d'enfants dans le ménage et le niveau de vie du ménage

		Incidence de la Pauvreté en temps	Nombre d'individus (en millions)
<b>Sénégal</b>		59,47%	5,35
<b>Milieu de résidence</b>			
<b>Urbain</b>		58,57%	2,75
<b>Rural</b>		60,45%	2,60
<b>Selon le sexe</b>			
<b>Homme</b>		59,60%	2,35
<b>Femme</b>		59,37%	3,00
<b>Statut dans l'emploi</b>			
<b>Employés salariés</b>	Total	57,01%	0,79
	Homme	57,22%	0,54
	Femme	56,57%	0,25
<b>Auto-employés (compte propre)</b>	Total	57,00%	1,37
	Homme	57,03%	0,65
	Femme	56,98%	0,72

Sources : Calcul des auteurs à partir des données des enquêtes EHCVM(2018-2019) et ENETS(2021).

## Graphique 3: Incidence de la pauvreté des individus : pauvreté monétaire et ajustée (LIMTCP) en pourcentage (effectif en millions)



Sources : Calcul des auteurs à partir des données des enquêtes EHCVM(2018-2019) et ENETS(2021).

# RECOMMANDATIONS POLITIQUES

## **1. Subventionner les services de garde pour alléger la charge des soins domestiques**

Les coûts élevés des services de garde représentent un obstacle majeur à la participation des femmes au marché du travail, particulièrement pour les ménages économiquement vulnérables. Pour améliorer l'accès des femmes à l'emploi et offrir un environnement éducatif pour les enfants, il est crucial de développer des subventions ciblées couvrant entre 50% et 70% des frais de garde. Cette subvention permettrait non seulement de réduire le fardeau financier des familles, mais aussi d'augmenter la participation des femmes à la vie économique, favorisant une plus grande inclusion économique et sociale. Un système de subventions bien conçu pourrait également contribuer à l'émergence de structures de garde de meilleure qualité et plus accessibles.

## **2. Renforcer la qualité et l'accessibilité des services de garde d'enfants**

Pour que les familles utilisent plus largement les services de garde, une amélioration significative de leur qualité est nécessaire. Cela inclut la mise en place de normes de sécurité, d'hygiène, et de développement pour les enfants, ainsi que des programmes de certification pour les prestataires. Un cadre réglementaire rigoureux permettrait d'assurer que les structures de garde répondent aux besoins éducatifs et sociaux des enfants, tout en inspirant confiance aux parents. En renforçant la qualité des services, ces structures deviendraient des espaces favorisant le développement des compétences cognitives et comportementales des enfants, tout en permettant aux parents, et particulièrement aux mères, de s'engager pleinement dans des activités rémunérées.

## **3. Sensibiliser les familles aux avantages de l'éducation préscolaire**

Il est essentiel de mener des campagnes de sensibilisation pour éduquer les familles sur les bienfaits de l'éducation préscolaire et de l'utilisation des services de garde de qualité. En mettant en avant les avantages cognitifs et sociaux pour les enfants, ces campagnes peuvent contribuer à changer les perceptions et à renforcer la demande pour des services de garde institutionnels de qualité. En sensibilisant la population à l'importance de

l'éducation précoce, notamment dans les zones rurales et parmi les ménages économiquement défavorisés, le Sénégal peut encourager une nouvelle génération de parents à investir dans le développement éducatif de leurs enfants dès le plus jeune âge.

## **4. Promouvoir le développement de solutions locales et de micro-entreprises dans le secteur des soins**

Le développement de micro-entreprises dans le domaine des services de garde d'enfants, notamment dans les zones rurales et périurbaines, pourrait offrir une solution accessible et adaptée aux besoins locaux. Le soutien à la création de petites entreprises de garde d'enfants contribuerait à diversifier les options de garde tout en renforçant l'économie locale. Cela pourrait inclure des aides financières et des programmes de formation pour les entrepreneurs locaux, ainsi que des initiatives visant à transformer les garderies informelles en services de garde régulés et certifiés. Ces solutions locales seraient bénéfiques non seulement pour les familles, mais également pour les communautés en général, en offrant des emplois et en renforçant l'autonomie économique des femmes.

## **5. Encourager une répartition équitable des tâches domestiques**

Enfin, pour remédier aux disparités de genre dans la charge des soins non rémunérés, il est important de promouvoir une répartition plus équitable des tâches domestiques entre hommes et femmes. Des campagnes de sensibilisation, associées à des politiques visant à encourager la participation des hommes aux responsabilités domestiques, pourraient contribuer à réduire la charge temporelle qui pèse sur les femmes et ainsi améliorer leur accès à des opportunités professionnelles. La promotion de modèles de partage des responsabilités domestiques permettrait de libérer du temps pour les femmes, favorisant ainsi leur participation au marché du travail et leur épanouissement personnel.

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ANSD (2023). Enquête Nationale sur l'emploi au Sénégal : troisième trimestre 2022. Note d'informations.
- ANSD, UN Women, Women Count & AFD (2022). Enquête Nationale sur l'Emploi du Temps au Sénégal (ENETS).
- Cissé, F. & Bouraima, N. (2023). Impact des coûts des services de garde d'enfants sur l'offre de travail des femmes au Sénégal. Projet CEDEF Afrique de l'Ouest financé par le CRDI.
- Clark, S., Kabiru, C. W., Laszlo, S., & Muthuri, S. (2019). The impact of childcare on poor urban women's economic empowerment in Africa. *Demography*, 56(4), 1247-1272.
- Schochet, L. (2019). The Child Care Crisis Is Keeping Women Out of the Workforce. Center for American Progress.

## IDENTITÉ DU PROJET

### Nom du projet :

Analyse de l'impact des coûts des services de garde d'enfants sur la participation des femmes au travail au Sénégal

### Coordonnateur :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

### Consortium

- Université d'Abomey-Calavi
- École Doctorale de Sciences Économiques et de Gestion

**Durée : Janvier 2021 – Décembre 2023**

**Budget : 300 000 CAD**

### Pour plus d'informations

**Dr Flaubert Mbiekop**, Spécialiste de Programme Principal Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar, Sénégal  
P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal  
Courriel : [fmbiekop@crdi.ca](mailto:fmbiekop@crdi.ca)

## PARTENAIRES



### Série de Recherches CEDEF

La Série de Recherches GrOW regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (**FAUEFAO** - [www.fauéfao.org](http://www.fauéfao.org)).

Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES)

Cité Iba Ndiaye Diadji,  
n° 1 & 2, Pyrotechnie, près du collège Sacré coeur,  
Rue 10 prolongée - Dakar  
Phone: (221) 33 864 77 57  
E-mail: [contact@cres-sn.org](mailto:contact@cres-sn.org)

**[www.cres-sn.org](http://www.cres-sn.org)**

### Auteurs

Christophe K. **HENOVI**

Fatou **CISSE**